

Je suis un Canadien de l'Ouest qui a grandi et a passé une bonne partie de sa vie à travailler dans des exploitations agricoles et des élevages de bétail. Connaissant la valeur de l'agriculture pour notre pays, je sais, comme nous tous, que le monde agricole a de grosses difficultés. Dans votre province, l'Alberta, monsieur le Président, les agriculteurs traversent une véritable crise. D'après les meilleures estimations que j'ai pu avoir récemment, environ 50,000 agriculteurs dans notre pays ont une situation financière dramatique. Ils sont tout simplement incapables de rembourser leurs dettes. Qu'a fait le gouvernement? Essentiellement, très peu de choses. Si vous êtes un agriculteur qui a des transactions avec la Société du crédit agricole, et le président du Syndicat national des cultivateurs a dit ce matin que c'était le cas d'environ 25 p. 100 des agriculteurs en difficultés, vous pouvez renégocier votre dette. Mais si vous faites partie des 75 p. 100 restants qui font affaire avec les institutions financières provinciales ou les banques à charte ou autres, n'y songez pas. Le gouvernement du Canada vous a littéralement fermé la porte au nez. Enfin, ce n'est pas vrai. Le gouvernement a dit qu'il vous aiderait à quitter l'agriculture. Il va trouver des moyens de faciliter le départ des agriculteurs. Je ne suis pas sûr que ce soit là le genre d'aide que les agriculteurs canadiens espéraient obtenir de M. Mulroney lors de sa campagne électorale de 1984.

Le président suppléant (M. Paproski): Règlement, la députée de Gatineau (M^{me} Maily). Je sais ce qu'elle va dire. Le député aurait-il l'obligeance de parler du très honorable premier ministre (M. Mulroney).

M. Riis: Monsieur le Président, toutes mes excuses pour avoir dit «M. Mulroney» sans réfléchir. Je parlais naturellement du premier ministre du Canada lorsqu'il dirigeait l'opposition. Nous l'avons entendu promettre son aide aux agriculteurs pendant la campagne électorale. Ces derniers ont dû comprendre qu'il les aiderait à rentabiliser leur entreprise et non pas à la liquider. Je doute qu'ils songeaient à cette forme d'aide lorsqu'ils écoutaient le premier ministre parler. Mais c'est pourtant celle qu'on trouve dans ces documents budgétaires. Voilà ce que réserve le budget aux agriculteurs.

J'ai écouté très attentivement le premier ministre de l'Alberta parler à la radio ce matin. Il était très en colère. Il a déclaré que le budget ne prévoyait rien pour sa province. Il en était consterné. Je sais que les médias ont essayé de communiquer avec M. Filmon du Manitoba pour savoir ce qu'il en pensait. Mais en vain malheureusement. Il aurait été intéressant de connaître les réactions du chef du parti conservateur du Manitoba. Cependant, si le premier ministre de l'Alberta a pris la peine de dire que ce budget ne comportait rien pour les Albertains, les réactions des autres premiers ministres ne se feront pas attendre. Le prochain sera celui de la Saskatchewan, à moins que le premier ministre de Colombie-Britannique ne le devance.

Qu'y a-t-il dans le budget pour les agriculteurs et les éleveurs? Très peu de choses. Qu'y a-t-il pour les chômeurs du Canada?

M. Hnatyshyn: Vous voulez rire? Des emplois, encore des emplois, toujours des emplois.

M. Riis: Non, des impôts, encore des impôts, toujours des impôts. Vous vous fourvoyez.

Pouvoir d'emprunt—Loi

M. Hnatyshyn: Cinquante quatre vingt mille nouveaux emplois.

M. Riis: Il s'agit là d'une initiative politique dont l'efficacité demeure douteuse aux yeux de certains. Néanmoins, reconnaissons une initiative prise par le gouvernement et qui s'appelle la Planification de l'emploi. Cette initiative vise à créer des emplois, à aider les entreprises, les collectivités et les organismes sans but lucratif à embaucher. Mais qu'a-t-on fait de ce programme dans le budget? On l'a réduit.

• (1410)

M. Hudon: Non.

M. Riis: Si. Cette année les sommes affectées à la Planification s'élevaient à 900 millions. L'an prochain, elles seront de 800 millions. Un simple calcul suffit à établir que les fonds n'ont pas été totalement supprimés mais réduits. Au moment où le Canada compte 1,250,000 chômeurs. Au même moment où des données officielles indiquent que la situation ne s'améliorera pas au cours des deux prochaines années. Nous savons qu'à l'heure actuelle le taux de chômage est de 9.8 p. 100 et qu'avec un peu de chance, il pourrait descendre à 9.6 p. 100 dans le courant de l'année. On pourrait difficilement parler d'une prévision optimiste.

Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas fixé d'objectifs pour les prochaines années? Pourquoi, par exemple, ne cherche-t-il pas à réduire de 3 p. 100 le taux de chômage d'ici deux ans et de 3 p. 100 encore au cours des deux années suivantes? Pourquoi n'a-t-il pas fixé d'objectifs à atteindre qui l'obligeraient à mettre en place des stratégies appropriées? D'après les documents budgétaires, la position du gouvernement se résume à ceci: Nous savons que le Canada compte un peu plus d'un million de chômeurs, soit environ 10 p. 100 de la population active, mais c'est là le prix qu'il faut payer. Je doute que ce soit le genre d'initiative que les Canadiens s'attendaient à trouver dans le budget. Le budget n'offre rien aux chômeurs si ce n'est des compressions.

En ma qualité de représentant de l'ouest du Canada, je m'inquiète que l'un des secteurs qui sera le plus touché par les réductions soit le ministère de l'Expansion économique régionale. Quelles régions profitent le plus de l'aide de ce ministère? Est-ce le centre-ville de Toronto ou la ville d'Ottawa? Ce ministère a été créé surtout pour aider les provinces atlantiques, l'ouest et le nord du Canada, entre autres la Colombie-Britannique. Le gouvernement procède maintenant à des coupes sombres dans cet organisme. Le message est clair. Le gouvernement, s'adressant aux différentes régions leur dit ceci: «C'est fini. Nous vous abandonnons. Nous savons que les temps sont durs mais nous allons les rendre encore plus durs. Nous allons réduire nos programmes d'aide et restreindre les ressources destinées à la création d'emplois.» Voilà le langage que tient le gouvernement.

Je voudrais parler des jeunes. Nous déplorons dans la société canadienne actuelle le fait qu'un si grand nombre de jeunes se retrouvent sans emploi et n'aient pas les moyens de poursuivre des études postsecondaires. Un trop grand nombre de jeunes sont prestataires de l'assurance-chômage et de l'assistance sociale, car il n'y a pas de quoi les occuper. Cet état de choses devrait être déclaré une catastrophe nationale. Nous devrions reconnaître que la gravité du chômage chez les jeunes a les proportions d'une crise d'envergure nationale. On aurait dû prévoir une série de programmes spéciaux pour l'atténuer.